

AFFAIRES

La mission du patron de l'UMP départementale fait scandale

Après l'affaire Christine Boutin, c'est le patron de l'UMP départementale des Hauts-de-Seine, Philippe Pemezec, qui alimente aujourd'hui la polémique. Hier, le maire et conseiller régional PS de Clamart, Philippe Kaltenbach, dénonçait, dans un communiqué, « la mission en or » que lui aurait confiée Nicolas Sarkozy. Une réaction aux révélations du « Canard enchaîné », qui a publié mercredi l'information selon laquelle Philippe Pemezec touche 5 400 € par mois pour un emploi de chargé de mission auprès du ministre du Logement. Il occupe ce poste de conseiller depuis février 2008.

Je fais partie des trente spécialistes du logement social
PHILIPPE PEMEZEC

Cette embauche arrivait à point nommé. Car Philippe Pemezec, également maire du Plessis-Robinson, venait d'être déclaré inéligible comme député, en raison d'irrégularités lors de la campagne électorale, et avait perdu les indemnités qui allaient de pair. Ce poste de « chargé de mission sur l'accès sociale à la propriété » auprès de Christine

Boutin, alors ministre du Logement, représentait donc une aubaine. D'autant plus que, toujours selon « le Canard enchaîné », l'intéressé se contentait de recopier des rapports déjà publiés sur Internet ou des extraits de discours déjà prononcés.

« Je suis scandalisé par ces mensonges, s'insurgeait hier Philippe Pemezec. On veut faire croire que j'occupais un emploi fictif très bien payé pour compenser mon indemnité de député perdue. On ne m'a pas demandé de travailler au ministère de

l'Agriculture, secteur auquel je ne connais rien... Mais dans un domaine où j'ai fait tout mon parcours. Je fais partie des trente spécialistes du logement social et il n'y a rien de choquant à ce qu'un ministre s'entoure d'élus de terrain et pas seule-

ment de technocrates. » Le maire du Plessis rappelle aussi qu'il a été, entre autres, le rapporteur de la loi Anru sous Borloo et qu'il s'est battu pour l'accès au logement social pour les familles modestes avant de se pencher sur l'accès à la propriété comme source possible de retraite.

Et l'élu de préciser : « Ma mission ne s'est pas bornée à écrire des rapports. J'assistais à des réunions au cabinet du ministre toutes les semaines. Et je n'ai jamais fait de mystère sur cette mission. Mon entourage était au courant. »

Quant aux accusations de plagiat, Philippe Pemezec affirme : « Les rapports ont été écrits de ma main. » Il concède un seul copier-coller qui aurait été réalisé par l'un de ses collaborateurs, à qui il avait demandé une note sur « l'exemple réussi de la ville de Malmö » (Suède), qui s'est convertie à l'écologie. Preuve affichée de son travail : le rapport de 50 pages qu'il remettra lundi à Benoist Apparu, l'actuel secrétaire d'Etat au Logement.

Des propos qui ne suffisent pas à convaincre le socialiste Philippe Kaltenbach. « Au moment où l'UMP explique aux Français qu'ils vont devoir affronter un plan de rigueur exceptionnel, je ne vois pas comment le responsable du parti présidentiel dans les Hauts-de-Seine pourrait faire autrement que de rembourser », insiste-t-il. « Tout travail mérite salaire », rétorque l'intéressé, qui précise que sa mission est arrivée à son terme depuis le 30 juin.

CHRISTINE HENRY